



## Séance du Comité Syndical du SMEP de la région de Jurançon du 17 avril 2025

Le 17 avril 2025, à 18 heures 00, le Comité du Syndicat Mixte de l'Eau Potable de la région de Jurançon s'est réuni dans les locaux du SMEP à Jurançon, sur convocation de Monsieur le Président, publiée le 7 avril 2025 et transmise par voie électronique le 7 avril 2025, et sous la présence de ce dernier.

**PRESENTS** : M. BERNOS Michel, M. PATRIARCHE Nicolas, M. DUDRET Victor, M. POURTAU Xavier, M. RHAUT Jean-Christophe, M. COUTO Benoît, M. MORA Pascal, M. NAHON André, Mme MARQUE Christine, M. CABANNE Pascal, M. FAUX Jean-Pierre, M. MAUBOULES Patrick, M. PARIS Gérard, M. LASSALLE Philippe, M. CLAVERIE Didier, M. POILLION Jean, M. MALO Serge, Mme BERTRANINE Marie, Mme HORROD Vanessa, M. LESCUEDE Frédéric, M. BURON Patrick, M. VERMESSE Bruno, M. BÉGUÉ Gérard, M. LABAT Léopold, Mme JOUANINE Marie-Hélène, Mme CORMY Céline.

**ABSENTS EXCUSES** : M. DAVANTES Jean-Charles (représenté par M. COUTO Benoît, délégué suppléant), M. CAPERET Alain, Mme DAUGAS Sylvie, M. MAZODIER Frédéric, M. CARRIQUIRY Gérard, Mme BELAYGUE Dominique, M. GAUZERE Guy, M. ROTH Patrick, M. SOUDAR Denis, M. BERTRANINE-CHANQUET Serge (représenté par Mme BERTRANINE Marie, déléguée suppléante), M. GERMAIN Eric (représenté par Mme HORROD Vanessa, déléguée suppléante), M. PEDEFLOUS Roger (représenté par M. LESCUEDE Frédéric), M. DUMAS François, Mme HOURCADE-MEDEBIELLE Véronique, M. RANGOTTE Pierre (représenté par Mme CORMY Céline, déléguée suppléante).

**ABSENTS MAIS AYANT DONNÉ POUVOIR** : M. URBAN Jean-Claude a donné procuration à Mme MARQUE Christine, M. LACRABERE Francis a donné procuration à M. LABAT Léopold, M. BERNIARD Claude a donné procuration à M. BERNOS Michel.

**Secrétaire de séance** : Didier CLAVERIE

### Délibération n° 17-2025 – Cycles de travail et journée de solidarité

*Rapporteur : Monsieur Nicolas PATRIARCHE*

Monsieur le Président rappelle que depuis la loi n° 2001-2 du 3 janvier 2001 relative à la résorption de l'emploi précaire et à la modernisation du recrutement dans la fonction publique ainsi qu'au temps de travail dans la fonction publique territoriale, la durée hebdomadaire de temps de travail est fixée à 35 heures par semaine, et la durée annuelle est de 1 607 heures (depuis la loi du 30 juin 2004 instituant la journée de solidarité).

Conformément à l'article 1er du décret n° 2001-623 du 12 juillet 2001, « les règles relatives à la définition, à la durée et à l'aménagement du temps de travail applicables aux agents des collectivités territoriales et des établissements publics en relevant sont déterminées dans les conditions prévues par le décret du 25 août 2000 » relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat, par délibération et après avis du Comité Social Territorial Intercommunal.

Le travail est organisé selon des périodes de référence appelées cycles de travail. Les horaires de travail sont définis à l'intérieur du cycle, qui peut varier entre le cycle hebdomadaire et le cycle annuel.

Les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent définir librement les modalités concrètes d'accomplissement du temps de travail dès lors que la durée annuelle de travail et les prescriptions minimales suivantes prévues par la réglementation sont respectées :

- o la durée quotidienne de travail d'un agent ne peut excéder 10 heures ;
- o aucun temps de travail ne peut atteindre 6 heures consécutives de travail sans que les agents ne bénéficient d'une pause dont la durée doit être au minimum de 20 minutes ;
- o l'amplitude de la journée de travail ne peut dépasser 12 heures ;
- o les agents doivent bénéficier d'un repos journalier de 11 heures au minimum ;
- o le temps de travail hebdomadaire, heures supplémentaires comprises, ne peut dépasser 48 heures par semaine, ni 44 heures en moyenne sur une période de 12 semaines consécutives ;

o les agents doivent disposer d'un repos hebdomadaire d'une durée au moins égale à 35 heures et comprenant en principe le dimanche.

Pour rappel, le Comité syndical s'était prononcé, par délibération n°20-2023 en date du 3 juillet 2023 sur les cycles de travail des agents ainsi que l'organisation de la journée de solidarité. Il convient de l'abroger et de la remplacer par la présente délibération.

## **LES CYCLES DE TRAVAIL**

Il est possible de prévoir un ou plusieurs cycles de travail, afin de tenir compte des contraintes propres à chaque service.

Dans le respect du cadre légal et réglementaire relatif au temps de travail, l'organisation du cycle de travail au sein des services du Syndicat est fixée comme suit :

### La Direction

L'agent occupant l'emploi de direction sera soumis à un cycle de travail hebdomadaire : 37h de travail par semaine sur 4,5 ou 5 jours (au choix de l'agent sous réserve de l'accord de l'autorité territoriale et selon les nécessités de service).

Au sein de ce cycle hebdomadaire, l'agent sera soumis à des horaires fixes, au sein des plages horaires suivantes : du lundi au vendredi, de 8h00 à 13h00 et de 13h30 à 20h.

### Le service administratif

Les agents du service administratif seront soumis à un cycle de travail hebdomadaire : 36h de travail par semaine sur 4.5 jours ou 5 jours (au choix de l'agent sous réserve de l'accord de l'autorité territoriale et selon les nécessités de service).

Au sein de ce cycle hebdomadaire, les agents seront soumis à des horaires fixes, au sein des plages horaires suivantes : du lundi au vendredi de 8h00 à 13h00 et de 13h30 à 20h.

### Le PAT

Les agents occupant les emplois d'animateur agricole et d'animateur territorial du PAT du Gave de Pau sont soumis à un cycle de travail hebdomadaire : 35h de travail par semaine sur 4.5 jours ou 5 jours (au choix de l'agent sous réserve de l'accord de l'autorité territoriale et selon les nécessités de service).

Au sein de ce cycle hebdomadaire, les agents seront soumis à des horaires fixes, au sein des plages horaires suivantes : du lundi au vendredi, de 8h00 à 13h00 et de 13h30 à 20h.

Les horaires d'ouverture au public sont les suivants : du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h00 et de 14h00 à 17h00.

Lorsque le cycle de travail hebdomadaire dépasse 35 heures, c'est-à-dire que la durée annuelle du travail dépasse 1 607 heures, des jours d'aménagement et de réduction du temps de travail (ARTT) sont accordés afin que la durée annuelle du travail effectif soit conforme à la durée annuelle légale de 1 607 heures.

Le nombre de jours de repos prévus au titre de la réduction du temps de travail est calculé en proportion du travail effectif accompli dans le cycle de travail et avant prise en compte de ces jours. À cette fin, la circulaire NOR MFPF1202031C, relative aux modalités de mise en œuvre de l'article 115 de la loi de finances n° 2010-1657 du 29 décembre 2010 pour 2011, précise que le nombre de jours ARTT attribués annuellement est de :

l'organisation des cycles de travail proposés par le Président ;  
d'organiser la journée de solidarité comme suit : les heures à effectuer au titre de la journée de solidarité seront réparties sur les heures habituellement non



travaillées dans l'année. Elles seront calculées au prorata des heures de travail effectuées par l'agent sur la collectivité ;

**ABROGE** la délibération n°20-2023 à l'aménagement du temps de travail ;

**PRÉCISE** que les crédits suffisants sont prévus au budget de l'exercice ;

**PRÉCISE** que les dispositions de la présente délibération prendront effet au plus tôt à la date de transmission au contrôle de légalité.

Au moment du vote de la délibération :

En exercice : 39 Nombre de présents : 26 Pouvoirs : 3 Nombre de votants : 29

Vote – Pour : 29 / Contre : 0 / Abstention : 0

Fait à JURANÇON et délibéré, les jours, mois et an que dessus,  
Pour extrait certifié conforme.

Signature du Président :  
Michel BERNOS

Signature du secrétaire de séance :  
Didier CLAVERIE



Syndicat Mixte d'Eau Potable  
de la région de Jurançon